

PORT-JÉRÔME LILLEBONNE GRAVENCHON

Plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

La fronde des industriels face à l'État

Les plus gros industriels de Port-Jérôme sont sortis de leur habituelle réserve, mardi, pour dénoncer « un revirement de situation » concernant l'approbation du PPRT. Le texte qu'ils ont travaillé et négocié avec les services instructeurs de l'Etat n'est pas le même que celui présenté dans l'enquête publique. « Une telle différence est inacceptable », déclarent-ils. Explications.

Les industriels sont plutôt du genre à négocier discrètement. Mais mardi, à domicile et en présence du sous-préfet du Havre, l'occasion est trop belle d'exprimer publiquement leurs mécontentements.

Passe d'armes

La réunion publique organisée par la préfecture pour échanger avec les habitants gravenchonnois sur l'approbation du plan de prévention des risques technologiques de Port-Jérôme s'est transformée en une passe d'arme entre les services de l'Etat (DDTM et DREAL) et les entreprises membres de l'association des entreprises de Port-Jérôme et sa région (AEPJR).

Dans le public, leur président, Daniel Ménard, a été le premier à s'emparer du micro : « Les documents qui figurent dans le dossier d'enquête publique ne sont pas les mêmes que ceux publiés le 18 octo-

bre 2012 et présentés aux personnes et organismes associés qui faisaient consensus. Cela pose un vrai problème. Que faites-vous des dix-huit de mois de concertations ? Pourquoi de tels changements en seulement quelques mois ? », a-t-il demandé au sous-préfet du Havre Pierre Ory. « Concertation ne veut pas dire coproduction, a rétorqué le représentant de l'Etat après avoir fait remarquer que le but de cette réunion était d'échanger avec les habitants. Nous avons pris en compte tout ce qui était possible. Ensuite, il en va de la responsabilité de l'Etat ».

« Des risques pour l'emploi »

Mais le trio composé du sous-préfet et des représentants de la DDTM et de la DREAL n'allait pas s'en sortir comme ça. Daniel Ménard n'est pas venu seul à la réunion. Plusieurs directeurs d'entreprises Seveso de Port-Jérôme prennent le



Le nouveau plan de zonage proposé par l'Etat ne satisfait pas les directeurs d'entreprises Seveso, présents mardi soir, qui craignent pour le développement économique de Port-Jérôme

relais. Ils veulent comprendre pourquoi l'Etat a modifié une phrase dont les nouveaux termes pourraient amener, selon eux, à interdire des activités aujourd'hui existantes sur Port-Jérôme au détriment des entreprises locales et de l'emploi. Ils dénoncent également des modifications apportées au projet de plan de zonage qui détaille pour différentes zones les règles à appliquer. Pourquoi avoir sorti de la zone grisée un terrain d'une soixantaine d'hectares, propriété d'ExxonMobil, pour l'inclure dans une zone rouge foncé, s'interroge Daniel Ménard. « Au final, c'est comme si votre ter-

rain était divisé en deux parties, avec des règles strictes mais différentes pour chacune. C'est un écart grave et vous n'avez pas de règlement pour appuyer votre position. C'est un point de blocage fort. Alors qu'on nous parle de simplifications administratives, on a du mal à comprendre cette position qui nuit au développement économique ».

« L'industrie fout le camp »

Les tentatives d'explication de la DREAL n'ont pas convaincu le président de la l'AEPJR, qui indique que les industriels donneront un avis défavorable à l'occasion de

l'enquête publique, espérant un nouveau revirement de la situation. « Vous êtes un industriel, on a besoin de vous pour l'emploi. Nous sommes de notre côté garant des règlements, de l'intérêt général », a souhaité conclure Pierre Ory.

Mais c'est alors Jean-Claude Weiss, président de la communauté de communes Caux vallée de Seine, qui a exprimé son inquiétude : « L'outil industriel fout le camp (sic). Il est de plus en plus difficile d'implanter une industrie en France. J'ai toujours fait en sorte de dialoguer avec l'Etat, mais là j'ai vraiment l'impression qu'il est de plus en plus difficile de créer de l'emploi sur un site industriel. Je suis inquiet pour Port-Jérôme. Ce site ne mérite pas que l'on s'acharne sur son sort ».

■ CÉDRIC THOMIRE

Un PPRT c'est quoi ?

Les plans de prévention des risques technologiques ont été créés à la suite de la catastrophe industrielle d'AZF à Toulouse le 30 juillet 2003. Il s'agit d'un plan de protection des populations face aux risques (toxique, surpression, thermique) qui passe par la maîtrise de l'urbanisation aux abords des exploitations industrielles dans l'intérêt des riverains. L'existence du PPRT est lié à la présence d'installations classées Seveso. Ce plan réglemente les activités existantes et celles à venir et définit des mesures de protection sur le bâti, volontaire ou obligatoire selon les cas, pour réduire la vulnérabilité des constructions. Six entreprises sont classées Seveso sur Port-Jérôme - Esso, ExxonMobil Chemical France, Cabot Carbone, Primagaz, Lanxess Elastomères, Tereos BENP - ce qui classe le PPRT de Port-Jérôme parmi les plus complexes de France.

Dossier consultable

L'enquête publique se poursuit jusqu'au 21 mai inclus. Le dossier soumis à enquête publique est consultable à l'Hôtel de Ville de Notre-Dame-de-Gravenchon où les intéressés pourront en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture. Deux permanences de la commission d'enquête ont lieu le 10 mai de 9 heures à 12 heures et le 21 mai de 14 heures à 17 heures.